

CURRICULUM VITAE DETAILLE ET PUBLICATIONS

Xavier BRAUD.

Maitre de conférences en Droit public (HDR) à l'université de Rouen.

Date et lieu de naissance : 28 mai 1966 à Rennes.

Nationalité : française.

Situation de famille : marié, 3 enfants.

Adresse :

Téléphone personnel :

Adresse électronique : xavier.braud@univ-rouen

FORMATION.

Docteur en droit de l'université de Nantes.

“De l'influence des associations de protection de l'environnement sur l'évolution du droit administratif de l'environnement, potentialités et réalités”. Thèse soutenue le 18 décembre 1997 à Nantes. Mention “très honorable avec les félicitations du jury”. Direction : Monsieur le professeur Raphaël ROMI. Membres du Jury :

-Monsieur Raphaël ROMI, professeur à l'université de Nantes.

-Monsieur Jean UNTERMAIER, professeur à l'université Lyon III, rapporteur.

-Monsieur Patrick LE LOUARN, maître de conférences à l'université Rennes II, rapporteur.

-Monsieur René HOSTIOU, professeur à l'université de Nantes.

-Madame Chantal CANS, maître de conférences à l'université du Maine.

D.E.S.S. Droit de l'environnement université Robert Schuman Strasbourg.

Maîtrise Droit public, université Rennes I.

Licence Droit public, université Rennes I.

D.E.U.G. Droit, université Rennes I Mention Assez-Bien.

Baccalauréat série D Mention Très Bien.

CARRIERE PROFESSIONNELLE.

2006- Maître de conférences de droit public à l'université de Rouen.

1999-2006 Maître de conférences de droit public à l'université Lyon III.

1997-1999 A.T.E.R. de droit public à l'université de Bretagne Sud.

1992-1997 Juriste au sein d'une association de protection de l'environnement

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

Cours dispensés à Rouen depuis 2006 :

Organisation juridictionnelle (L1 depuis 2010)
Finances publiques (L2 Evreux 2008 à 2011)
Droit administratif des biens (L3 depuis 2015)
Droit administratif général (IPAG depuis 2006).
Droit administratif spécial (Capacité 2^e année depuis 2006).
Droit du patrimoine naturel (M2 Droit du patrimoine de 2012 à 2017)
Droit de l'environnement (Master 1 droit public de 2006 à 2018)
Droit de l'environnement (M2 Sciences / M2 Sociologie 2 cours distincts de 2006 à 2014)
Droit des installations classées (M2 Sciences de 2006 à 2015)
Droit du littoral (université du Havre, M2 droit maritime depuis 2019)

Cours dispensés à Lyon III 1999-2006 :

Introduction générale au Droit. (L1 2002 à 2005)
Droit Constitutionnel - La V^e République (L1 1999 à 2006)
Droit juridictionnel public (L2 2004-2005)
Droit des Libertés fondamentales. (L3 1999 à 2006)
Interventionnisme public et services publics. (Maîtrise AES 1999 à 2005).
Droit de la protection de la nature. DEUST I Droit de l'environnement. (1999 à 2006)
Contentieux administratif (IEJ 2004).

Enseignements dispensés à Vannes 1997-1999 :

Cours magistral: Institutions administratives.
Travaux dirigés: Droit constitutionnel,
 Droit administratif général,
 Procédure administrative contentieuse.

Enseignements dispensés hors cadre universitaire avant 1997.

Droit de l'environnement (Ecole des métiers de l'environnement-Rennes
E.S.I.A.E.-Paris)

ACTIVITES DE RECHERCHE.

Liste des publications.

Mémoires, thèse.

- 1- « *Consultations et concertation dans le cadre du remembrement rural* » Mémoire de maîtrise Mai 1991 Université Rennes I.75p.
- 2- « *Agriculture et environnement: la réglementation des produits chimiques de synthèse* » Mémoire de D.E.S.S. Université Strasbourg III Juillet 1992. 81p.
- 3- « *De l'influence des associations de protection de l'environnement sur l'évolution du droit administratif de l'environnement. Potentialités et réalités* ». Thèse Nantes déc. 1997. 429p.
Directeur de thèse : M. le Professeur Raphaël ROMI.

25 articles.

- 1- « *Associations de protection de la nature et contentieux administratif du remembrement : vers la fin de la fermeture du prétoire* » Rev. Dr. Rur. n°242 avril 1996 p.164.
- 2-« *Les transports dans la loi sur l'air* » Dr. Env. mars 1997 n°46 p.16.
- 3-« *Le détournement de procédure et la théorie du recours pour excès de pouvoir* » (1998 non publié)
- 4-« *Les droits des associations : cadre renouvelé en 1995, de la vigilance citoyenne en matière d'environnement* » in Décision locale et droit de l'environnement PUR 1998 p.107-120.
- 5« *L'aliénation des chemins ruraux ou la protection inadaptée d'un bien du domaine privé communal.*» Rev. Dr. Rur. n°278 décembre 1999 p.572.
- 6-« *Du sursis à exécution au référé suspension, simple réforme en trompe l'oeil ou évolution inquiétante?* ». R.J.E. n°4-2000 p.575-594.
- 7- « *La codification inachevée du droit de la protection de la nature* ». Dr. Env. janvier 2001 n°85 p.26.
- 8-« *Le refus de location d'une salle communale à un groupement politique et la liberté de réunion* » A.J.D.A. 2002 n°15 p.1018-1023.
- 9-« *L'insuffisante protection du domaine public ferroviaire* » Etudes Foncières mai 2002 n°97 p.24-31.
- 10- « *Les impacts négatifs du référé-suspension sur la protection de l'environnement* » R.J.E. n°2-2003 p.193-212.

- 11- « **Natura 2000** et cohérence du droit de la protection des territoires » in Le réseau écologique européen Natura 2000. Ed. Litec 2004. p.155-178.
- 12- « **Déclassement** du domaine public ferroviaire : peut-on simplifier la procédure par ordonnance? » Annales de la Voirie n°96 mai 2005 p.86.
- 13- « *Le juge interne et la **protection nationale des espèces*** » in “Mélanges offerts au Professeur Michel Prieur” ed. Dalloz 2007 p.817-839
- 14- « **Associations** de protection de l'environnement et démocratie participative » in La démocratie participative L'Harmattan 2007 p.177-203.
- 15-« *Les prérogatives confiées aux **associations** : 30 ans d'hésitations* » in La protection de la nature, 30 ans après la loi du 10 juillet 1976 p.179-197 Presses universitaires de Strasbourg 2007.
- 16-« *L'apport du juge administratif dans la détermination du régime juridique des **avis consultatifs*** » in Mélanges en l'honneur du professeur René Hostiou p.57-71 Litec 2008.
- 17-« *La portée de la **participation du public** : sanction et application des décisions de justice* » in La démocratie environnementale dir. Marguerite Boutelet ed. universitaires de Dijon 2009 p.101-112.
- 18-« *La mise en œuvre de la **QPC** en matière environnementale* ». Les cahiers du GRIDAUH n°22-2011 p.69-87.
- 19-« *La réforme de l'**agrément** des associations du 12 juillet 2011 : des objectifs louables, une occasion manquée* » R.J.E. n°1-2012 p.63-81.
- 20- « *La gestion intégrée des zones côtières et le droit de l'urbanisme **littoral*** ». Ed. Vertigo (Internet) 2013.
- 21- « *A la recherche d'un cadre juridique pour les **réouvertures de lignes ferroviaires*** ». Droit de la voirie et du domaine public septembre 2014 p.154.
- 22- « *La **crise du droit de l'environnement** dans un contexte de crise écologique* » in Contributions en l'honneur du professeur Jacques Bouveresse Ed. L'Építoge-Lextenso 2015 p.135-149.
- 23- « *Le contrôle du juge sur les **dérogations à la protection des espèces** dans le cadre d'opérations d'aménagement* » Droit de l'environnement octobre 2015 p.334
- 24- « *Repenser l'engagement des poursuites en matière de **contravention de grande voirie*** ». RDP 2016-1 p.131.
- 25-« ***L'intérêt à agir** dans le contentieux de l'environnement* » Cahiers du GRIDAUH n°32 2018 p.39-53

Les articles numérotés 4, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 22 et 25 sont intégrés à des ouvrages collectifs.

2 fascicules.

1- « *Associations de protection de l'environnement* » fascicule Dictionnaire permanent environnement et nuisances Ed. Législatives 2008.

2- « *Natura 2000* » fascicule Dictionnaire permanent environnement et nuisances Ed. Législatives 2008.

54 notes et commentaires.

1-Remembrement et **intérêt à agir** des associations. Commentaire sous T.A. Caen 15 avril 1993 GREN de Flers Dr. Env. n°21 p.104.

2-Insuffisance de l'étude d'**évaluation économique et sociale** (Annulation DUP du VAL rennais). Commentaire sous T.A. Rennes 16 février 1994 Ass. Rennes Verte. Dr.Env. n°24 p.44.

3-Insuffisance de l'**étude d'impact** : les effets indirects. Commentaire sous T.A. Caen 31 mars 1994 Ass. Manche-Nature. Dr. Env. n°25, juin 1994 p.59.

4-Confusion coupable car **imprudente**. Commentaire sous C.A. Caen 26 octobre 1994 Bintein Dr. Env. n°28 décembre 1994 p.12.

5-Aménagement d'un golf et **espèce protégée**. Commentaire sous C.A. Caen 6 septembre 1994 Bintein Dr. Env. n°28 décembre 1994 p.14.

6- Contentieux du remembrement : les insuffisances des **études d'impact**. Commentaire sous T.A. Rennes 19 octobre 1994 Mariau Dr. Env. n°30 p.43.

7- **Parc naturel régional** : outil de protection? Commentaire sous C.A.A. Nantes 23 novembre 1995 SIVOM du point fort de St Lô. Dr. Env. n°38 p.11.

8-Une association familiale a-t-elle **intérêt** à agir contre une autorisation d'exploiter une carrière? Commentaire sous T.A. Caen 10 décembre 1996. Ass. familiale de Douvres la délivrande Dr.Env. n°47 p.1

9-Exigibilité d'une **étude d'impact** à l'appui d'une demande d'autorisation d'installation et travaux divers. Commentaire sous T.A. Caen 26 novembre 1996 Ass. Manche-Nature Dr. Env. n°47 p.13.

10-Quelle **enquête publique** pour les plans départementaux d'élimination des déchets? Commentaire sous C.E. 6 mai 1996. Ass. FARE-Sud Dr.Env. n°49 p.3 .

11-Plans d'occupation des sols et **sursis à exécution**. Commentaire sous T.A. Rennes 24 mai 1995 et T.A. Caen 17 octobre 1995. R.J.E. n°1-1998 p.105.

12-Communication de documents administratifs: les **rapports d'activité** et financiers d'associations agréées, documents administratifs ou privés? R.J.E. n°1-2000 p.104.

13-Une association de protection de l'environnement a-t-elle **intérêt** à contester l'aliénation de **chemins ruraux** décidée par une commune? Commentaire sous C.A.A. Nantes 9 février 2000 Cne du Loreur Rev. Dr. Rur. n°290 février 2001 p.94.

14-Annulation d'un récépissé de déclaration de **création d'étang**. Commentaire sous T.A. Caen 28 novembre 2000 Ass. GRAPE Dr. Env. n°87 p.59.

15-Sortie du **domaine public ferroviaire**. Commentaire sous C.E. 6 novembre 2000 Comité Somport. AJDA 20 juin 2001 p.575.

16-Exigibilité de l'étude d'évaluation **économique et sociale** d'un projet autoroutier. Commentaire sous T.A. Caen 6 février 2001 Dr. Env. n° 91 p.207.

17-**Référé-suspension** et travaux autoroutiers. Commentaire sous T.A. Caen 13 février 2001 Dr. Env. n° 93 p.245.

18-Le **patin à roulettes**, de la qualification de jeu à celle de moyen de transport. Commentaire sous Cass. crim. 7 février 2001 Eric D. Dr. Env. n° 99 p.150.

19-Composition irrégulière des **commissions** départementales d'orientation de l'agriculture. Commentaire sous C.E. 28 février 2001 Ass. F.N.E. R.J.E. 2001-4 p.651.

20-**Communicabilité** du procès-verbal de clôture d'une instruction mixte. Commentaire sous C.E. 6 avril 2001 Ministre de l'Equipement R.J.E. n°1-2002 p.43.

21-Le juge a-t-il anéanti le **référé local**? Commentaire sous T.A. Versailles 23 octobre 2001 Ass. Les amis de la Terre du val d'Ysieux. Dr. Adm. juillet 2002 p.15.

22-**Responsabilité** administrative : indemnisation d'une association. Commentaire sous T.A. Caen 13 novembre 2001 Ass. Manche-Nature Dr. Env. n°101 p.210.

23-**Irrecevabilité** manifeste d'une requête présentée par une fédération nationale d'associations en référé-suspension. Commentaire sous T.A. Rouen (ord. référé) 10 juin 2002 FNAUT. JCP-A 4 novembre 2002 p.139.

24-De la difficulté de la transposition de l'**étude d'impact** au droit de l'**aménagement du territoire**. Commentaire sous T.A. Rouen 30 décembre 2002 FNAUT Les Annales de la Voirie n°83 p.9.

25-De l'annulation de décisions de **fermeture** de lignes ferroviaires. Commentaire sous T.A. Limoges 31 décembre 2002 FNAUT. JCP-A 7 avril 2003 p.466.

26-Refus de mise à disposition d'une **salle** à un parti politique. Commentaire sous T.A. Caen 18 février 2003 M. Gruenais. AJDA 23 février 2004 p.402.

27-Annulation de l'**agrément** de l'association "Le Jardin du Cheminot". Commentaire sous T.A. Paris 22 mai 2003 Fédération F.N.E. Dr. Env. n°114 p.247.

28-La suppression d'un **passage à niveau** : régime de la voirie routière ou ferroviaire?

Commentaire sous C.E. 24 novembre 2003 Ass. ASPECT Les Annales de la Voirie n°92 p.230.

29-La commune est-elle tenue d'organiser un **référendum**-aménagement en cas de demande d'un cinquième des électeurs? Commentaire sous T.A. Rennes 7 août et 11 septembre 2003 Ass. défense du site de Lancieux. Dr. Adm. janvier 2004 p.21.

30-Les **cales** d'accès à la mer, objet juridique enfin identifié. Commentaire sous C.A. Caen 13 octobre 2003 Perrodin. R.J.E. n°1-2004 p.37.

31-Maintien d'un **ouvrage public** utile quoique irrégulièrement implanté. Commentaire sous T.A. Caen 20 janvier 2004. AJDA 27 septembre 2004 p.1776.

32- « *Ordonnance du 8 juin 2005 : un rendez-vous raté de la **simplification du droit*** ». Annales de la Voirie n°99 septembre 2005 p.151.

33-La police de l'urbanisme n'est pas un moyen de faire échec à la police des **installations classées**. Commentaire sous T.A. Marseille 4 octobre 2005 Préfet des bouches du Rhône. Dr.Env. n°137 avril 2006 p.98.

34-De l'évaluation **économique et sociale** d'un grand projet d'infrastructure. Commentaire sous C.A.A. Nantes 30 juin 2005 Ass. Manche Nature. Annales de la Voirie n°106 mai 2006 p.81.

35-Refus illégal de transmission d'un site **Natura 2000**. Commentaire sous T.A. Strasbourg 21 novembre 2005 Ass. Alsace-Nature.. Environnement mai 2006 p.22.

36-Du rôle de l'inventaire du Muséum dans l'obligation de transmission des sites **Natura 2000** à la Commission européenne. Commentaire sous C.A.A. Nantes 30 décembre 2005 Ass. Manche-Nature. Dr.Env. n°139 juin 2006 p.169.

37-Modifier un document d'urbanisme peut empêcher l'implantation d'une **installation classée**. Commentaire sous C.A.A. Marseille 17 mai 2006 SANOP Dr.Env. n°141 septembre 2006 p.233.

38-**Natura 2000** : précisions sur le régime juridique des documents d'objectifs. Commentaire sous C.E. 19 juin 2006 FDSEA de la Vendée AJDA 30 octobre 2006 p.2015.

39-L'impossible urgence à suspendre en **référé une autorisation d'installation classée**. Commentaire sous C.E. 15 février 2007 Ministre de l'Ecologie Dr. Env. n°150 juillet 2007 p.179.

40-Compétence liée du préfet pour engager la procédure de désignation d'un site **Natura 2000**. Commentaire sous C.E. 16 janvier 2008 Ministre de l'Ecologie Dr. Env. n° 159 juin 2008 p.21.

41-Interdiction des véhicules **nautiques à moteur** dans l'estuaire de la Somme. Commentaire sous C.A.A. Nantes 5 décembre 2006 Fédération française motonautique RJE n°3-2008 p.333.

42-Le **déclassement** d'une voie ferrée est un acte réglementaire. Commentaire sous T.A. Nantes 21 juillet 2008 FNAUT Pays de la Loire. Annales de la Voirie n°133 mars 2009 p.15.

43-Quand la montagne accouche d'une souris. (A propos de la **charte constitutionnelle de l'environnement**). Commentaire sous C.E. Ass. 3 octobre 2008 Cne d'Annecy RJE n°1-2009 p.108.

44-Les pontons orphelins : un nouveau recul dans la protection du **domaine public maritime**. Commentaire sous C.E. 31 décembre 2008 SCI du Cap Annales de la Voirie n°136 juillet 2009 p.15.

45-Contravention de **grande voirie** sur une ligne ferroviaire sans trafic. Commentaire sous T.A. Caen 30 novembre 2010. Ass. Réseau vert de basse-Normandie JCP-A 16 mai 2011 p.35-36.

46-**Consultation** de la Région sur le déclassement d'une ligne ferroviaire. Commentaire sous T.A. Lyon 16 novembre 2010 FNAUT JCP-A 14 juin 2011 p.32-33.

47-La pratique du **greenwashing** renvoyée devant le tribunal correctionnel. Commentaire sous C.A. Paris (ch. instr.) 3 octobre 2013 Sté General Motors France. Dr. Env. n°218 décembre 2013 p.425.

48- La consistance de la motivation d'une **dérogation à la protection des espèces**. Commentaire sous TA Toulouse 10 juillet 2014 Ass. FNE et TA Rennes 17 octobre 2014 Ass. Bretagne vivante. Dr. Env. n°231 février 2015 p.63.

49-**Contravention de grande voirie** ferroviaire résultant d'une occupation d'intérêt général tolérée par le propriétaire. Commentaire sous CAA Lyon 25 septembre 2014 Réseau ferré de France. AJDA 9 mars 2015 p.459.

50-**Annulation de la DUP** de la LGV Poitiers-Limoges : la grande absence de l'environnement. Commentaire sous CE 15 avril 2016 FNAUT et autres Dr. Env. juin 2016 n°246 p.231.

51-**Annulation de la DUP** de la LGV Poitiers-Limoges : la rigueur nouvelle du juge. Commentaire sous CE 15 avril 2016 FNAUT et autres Droit de la voirie et du domaine public septembre 2016 p.150.

52-Contravention de grande voirie : l'absence d'opportunité du **désistement**, corollaire de l'absence d'opportunité des poursuites pour le préfet. Commentaire sous TA Grenoble 11 juillet 2017 Préfet de l'Isère. AJDA 2017 n°39 p.2266.

53-Annulation d'une autorisation impactant un site **Natura 2000**. Commentaire sous TA Caen 16 avril 2018 CREPAN. Dr. Env. juillet 2018 n°269 p.262.

54- Manifestation sportive et site **Natura 2000**. Commentaire sous CAA Lyon 15 mars 2018 Ass. sportive motocycliste de Villebret. RJE 2019-1 p.195.

4 ouvrages.

1- « *Protection de l'environnement; Guide juridique à l'usage des associations* » Ed. Yves Michel 2002.

2- « *Droit du littoral* » Ed. Gualino 2009 443 p. Avec Laurent Bordereaux.

3- « *Cours de droit administratif général* » Ed. Gualino 2017 640p.

4- « *Cours de droit administratif des biens* » Ed. Gualino 2019

13 communications à des colloques.

1- « La loi Barnier du 2 février 1995 » Université Rennes 2 le 11 avril 1996 (Pr. Patrick Le Louarn)

2- « Le droit de l'environnement à l'aube du XXI^e siècle » Université Lyon 3 le 3 décembre 1999 (Pr. Jean Untermaier).

3- « La directive Habitats du 21 mai 1992 » université de Clermont-Ferrand le 21 mars 2003 (Pr. Jean-Marc Février).

4- « La démocratie participative » université Lyon 3 le 21 octobre 2005 (M. François Robbe MCF).

5- « La démocratie environnementale » université de Dijon le 1^{er} juin 2006 (Mme Marguerite Boutelet MCF).

6- « Les 30 ans de la loi du 10 juillet 1976 » université Robert Schuman de Strasbourg le 12 octobre 2006).

7- « La QPC et l'aménagement du territoire » université de Le Mans le 1^{er} avril 2011 (Pr. Elise Carpentier).

8- « La gestion intégrée des zones côtières » université de Boulogne-sur-mer le 24 janvier 2013 (Pr. Bernard Drobenko).

9- « Le service public ferroviaire de proximité » université de Rouen le 11 mars 2014 (M. Xavier Braud (MCF)

10- « Crises et Droits » université de Rouen le 5 novembre 2014 (Pr. Guy Quintane).

11- « Les 30 ans de la loi littoral » université de Brest le 27 janvier 2017 (M. Raymond Léost MCF).

12- « L'intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement » le 2 septembre 2017 université de Nantes (M. Jean-François Struillou chercheur CNRS)

13- « La loi littoral après la loi ELAN » le 17 octobre 2019 université de Nantes (M. Jean-François Struillou chercheur CNRS et M. Nicolas Hutten MCF).

La plupart des communications à ces colloques ont fait l'objet d'un article visé plus haut.

Animation de la recherche.

A ROUEN

-> Membre de différents jurys de mémoires de M2 (DIE ; Droit du patrimoine) ou LAP sur des sujets très variés au delà du droit de l'environnement.

-> Membre d'un jury de thèse de thèse : Romain LEAL 5-12-2018.

-> Organisation, avec Thomas GUILBAUD, d'un colloque consacré au service public ferroviaire, le 11 mars 2014.

-> Direction de deux thèses en droit de l'environnement.

-> Membre du CUREJ, participation aux assemblées générales.

A LYON III.

-> Participation régulière à des jurys de mémoires de D.E.A. puis Master2 recherche Droit de l'environnement d'une part, et droit public approfondi d'autre part.

-> Membre de l'Institut de Droit de l'environnement.

ACTIVITES ADMINISTRATIVES.

A ROUEN

-> Directeur du département Droit mai 2009-juillet 2015.

En cette qualité,

- Présidence de 3 réunions de conseil de département par an ; rédaction des PV.
 - Membre du conseil de Gestion de la Faculté, participation assidue.
 - Suivi de l'activité de la scolarité droit.
 - Permanence hebdomadaire ouverte aux étudiants qui rencontrent des difficultés particulières.
 - Animation de la journée de pré-rentree.
 - Participation aux journées portes ouvertes de l'université
 - Présentation des études de droit lors de différents salons étudiants.
 - Présentation des études de droit dans différents lycées.
 - Examen des dossiers de demandes d'inscriptions tardives.
 - Examen des demandes de validations de matières.
 - Examen d'environ 200 dossiers par an de demandes d'admission en L1 d'étudiants étrangers hors UE.
 - Contribution à la mise en œuvre du PRL au sein du département en 2009-2010.
 - Vérification des états de service provisoires et définitifs.
 - Supervision de la préparation du CQD 2012-2015, rédaction du dossier de la Licence, contribution à la rédaction de plusieurs dossiers de Master.
 - Participation à la cérémonie annuelle de remise des diplômes
 - Membre du comité de pilotage de la classe prépa-IEP puis du jury ad hoc.
 - Présidence d'un groupe de travail sur la réglementation des modalités d'examen à partir d'avril 2013.
 - Membre du groupe de travail sur le calendrier universitaire 2014.
 - Présidence du conseil pédagogique de la Licence.
- Organisation et participation chaque année aux séances de présentation des M2 aux étudiants

de L3 et M1.

-Président du jury du concours d'éloquence Oratio en quart de finale chaque année.

-> Membre (2007) puis président (2014) de la commission de validation des études, des expériences professionnelles et des acquis personnels.

Examen de 500 à 600 dossiers par an.

-> Membre de la CCSE Droit public.

-> Responsable du tutorat 2013-2015.

-> Vice-Président du jury de L1 (2010-2013) Suppléance du Pr. Bouveresse en 2012-2013.

-> Participation aux groupes de travail « Mobilité » et « Biodiversité » du « plan Vert » de l'université.

-> Référent continuum Bac-3/Bac+3 pour la faculté de droit depuis 2017.

-Présentation des études de droit dans les lycées et forums étudiants.

-Organisation de formations courtes pour les professeurs de lycées.

-Organisation de l'accueil des lycéens à la faculté de droit.

-> Au sein de l'IPAG.

-Membre du Conseil de Gestion.

-Tuteur de nombreux stagiaires et suivi des rapports de stage.

A LYON III

Membre de la Commission de Spécialistes de Droit public.

Membre du Conseil d'administration de la Société française pour le droit de l'environnement (S.F.D.E.).

Membre de la commission d'orientation des étudiants en fin de 1^è année de Licence.

Membre de la commission de sélection des étudiants à l'entrée du DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement

AUTRES ACTIVITES.

-> Membre du conseil maritime de façade Manche-est / mer du nord en tant que personnalité qualifiée (depuis 2014)

-> Membre du Conseil scientifique de l'estuaire de la Seine (depuis 2014)

-> Conseil juridique de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (de 2000 à 2018).

-> Membre du directoire du réseau juridique de France-Nature-Environnement (1996-2006)